

Asie / Sri Lanka

Capitalisme de catastrophe ?

Huit mois après le tsunami, les sinistrés continuent à vivre dans des camps, sans savoir où ils pourront se réinstaller et quand ils pourront gagner leur vie

Herman Kumara, de NAFSO (Solidarité nationale Pêche)

« J'attends toujours d'avoir un terrain pour me réinstaller. La parcelle que je possède est située dans la Zone tampon. Nous vivons dans un environnement peu sûr, dans un abri temporaire, avec deux filles jeunes. Nous sommes vraiment inquiets pour leur devenir. »

Celle qui parle s'appelle Johara Hamy, l'une des 90 000 personnes déplacées (IDP) qui vivent dans des camps au Sri Lanka. C'est une militante de DIFSO (District Fisheries Solidarity). Elle vient de Pothuwil, dans le district d'Ampara, sur la côte Est, une région durement frappée par le tsunami.

Il y a maintenant huit mois que la catastrophe s'est produite. Partout dans le monde, des gens ont immédiatement fait preuve de générosité. Des sommes importantes ont été recueillies pour l'aide d'urgence, les programmes de réhabilitation et de reconstruction dans les populations sinistrées.

Tout cet argent étant disponible, la présidente du Sri Lanka, Chandrika Bandaranaike, a déclaré dans un discours à la nation : « Nous allons remplacer tout ce qui a été perdu par les sinistrés, sauf les vies malheureusement. »

Dans ce but a été constitué la TAFREN (Task Force for Rebuilding the Nation). Ce comité ad hoc est composé de huit hommes d'affaires, qui ont notamment des liens avec l'industrie touristique. Sa première décision a été d'instaurer la zone tampon le long du littoral. La plupart de ceux qui voulaient revenir sur leur terrain n'ont même pas été autorisés à y élever un abri temporaire.

« Ma maison et la cuisine ont été en partie endommagées par les vagues du tsunami. La SFO

(Southern Fisheries Organization) devait m'aider à faire les réparations. Mais la police ne l'a pas autorisée parce que la maison est située dans la zone tampon. J'ai reçu l'aide de 5 000 roupies (= 50 dollars) seulement deux fois, alors qu'on avait annoncé que les versements se feraient pendant six mois. » C'est Lalanie Kalupahana, ancienne secrétaire de la SFO à Galle qui parle. Elle est originaire de Dodanduwa, dans le district de Galle. Ce village est situé près de Hikkaduwa, l'un des secteurs destinés au développement touristique.

La TAFREN a publié son plan le 13 janvier 2005, dix-sept jours après le tsunami. Il concerne 62 villes, des ports importants, des grandes routes et 15 zones touristiques. Il prévoit aussi la privatisation des entreprises de distribution de l'eau, de l'électricité, des carburants et aussi des mines de phosphate d'Eppawala.

Il s'agit aussi de développer le secteur touristique et d'attirer les investissements. Dans le plan de développement de l'Office national du tourisme, on lit : « La nature a été cruelle mais après cette grande tragédie, le Sri Lanka doit saisir sa chance et devenir l'une des grandes destinations touristiques. » Voilà l'esprit de la démarche : reste à savoir quel sort sera réservé aux sinistrés qui sont toujours dans les camps. Il faut comprendre la méfiance des populations vis à vis de ces projets qui vont peut-être avoir des répercussions fâcheuses sur leur devenir.

« Nous sommes à Arugambay, dans un secteur touristique. La plupart des visiteurs viennent ici pour surfer. Nous n'avons pas le droit de construire une maison, pas même un abri temporaire. Par contre, les hôteliers ont le droit de réparer et même de construire dans la zone tampon qu'on nous interdit. Certains ont construit à 15 m du rivage. Pourquoi cette indifférence à notre égard ? », commente une personne sinistrée.

Pour parler comme Naomi Klein, journaliste et chercheuse canadienne bien connue, « le capitalisme de catastrophe est à l'œuvre dans un monde largement dévasté ».



Les gens ordinaires ne sont pas ignorants. Ils sont conscients de ce qui se passe. Ils savent bien que, sous prétexte de les protéger des vagues, on les écarte du rivage, et qu'ils vont perdre leur droit d'accès à la côte et aussi à la mer.

Voici ce que dit Lalanie Klupahana, une sinistrée originaire de Dodanduwa : « On a appris que l'Union européenne prévoit d'envoyer des navires sortis de flotte au Sri Lanka. On ne sait pas comment cette décision a été prise : personne ne nous a consultés. L'arrivée de ces bateaux qui exigent des infrastructures portuaires déstabiliserait nos flottilles qui opèrent à partir des plages. Les petits pêcheurs vont encore souffrir de ces initiatives à courte vue. »

« Le gouvernement n'a pas cherché à savoir quelles étaient nos préférences. Nous ne voulons pas quitter notre territoire. La pêche c'est notre métier et nous voulons continuer à vivre ainsi » (Johara). Les populations concernées n'abandonnent pas la partie. Ils refusent de laisser leur espace sur le front de mer passer entre les mains de promoteurs divers (hôtels et autres entreprises).

« Pour marquer les 200 jours après le tsunami, nous sommes descendus dans la rue afin de protester contre l'injustice des politiques officielles. Avec l'appui de nos organisations, nous envisageons

de faire appel aux tribunaux. Nous avons aussi proposé d'autres solutions pour aider les sinistrés. Nous ne laisserons personne nous chasser de notre territoire. Nous vaincrons. » C'est Lalanie qui parle.

« Nous additionnerons notre courage et notre force pour défendre le droit des gens contre les projets inévitables de la TAFREN. Nous nous opposerons aux plans de développement touristique et autres de cet organisme. Nous réclamerons la participation des populations à l'élaboration des programmes afin que justice soit rendue aux victimes du tsunami et aux populations démunies de ce pays. C'est la seule façon de repousser les politiques injustes qu'on nous prépare. » (Lalanie).

Et Geetha Lakmini, de NAFSO, d'ajouter : « A cette fin, nous allons dans les camps où se trouvent des victimes du tsunami ou du conflit armé pour demander aux gens leur avis sur la façon dont ils envisagent l'avenir, pour informer les femmes et les communautés concernées sur leurs droits, pour agir en justice contre des cas de discrimination et de violation des droits humains, pour proposer d'autres solutions via un Comité populaire de planification, pour promouvoir un dialogue directe avec les décideurs politiques. »

« Le gouvernement avait promis que les sinistrés recevraient de quoi subvenir à leurs besoins essentiels et de reprendre un nouveau départ dans les six mois après la catastrophe. Nous en sommes à huit mois et ces gens sont toujours dans des camps d'urgence. Il y a environ 400 000 personnes déplacées, recueillies par des parents ou amis. Rien ne laisse prévoir que leur réinstallation se fera dans un avenir proche. » (Geetha Lakmini)

La résistance populaire qui a commencé 200 jours après le tsunami continuera aussi longtemps que les sinistrés n'auront pas obtenu le soutien qu'ils sont en droit d'attendre des pouvoirs publics, et qui leur a été promis par les leaders politiques. Nous allons rassembler nos forces pour obtenir justice. » (Geetha)

Pour contacter Herman Kumara, taper fishmove@slt.lk